

## Dépense intérieure d'éducation (DIE) en 2019 : très insuffisante par rapport aux besoins !

Les dirigeants de notre pays, depuis 1996, n'investissent plus le même pourcentage par rapport au PIB dans le système éducatif. Celui-ci est à la baisse depuis 23 ans et si l'on était dans les proportions de 1995, c'est au moins **26 Milliards (Mds)** pour 1999 qui sont retirés de la DIE.

C'est la déduction que l'on fait année après année depuis 1996 de la note de la Depp (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) d'octobre 2020 et qui fait état de la Dépense Intérieure d'Education (DIE) en 2019. Lien note : <https://education.gouv.fr/161-milliards-d-euros-consacres-l-education-en-2019-66-du-pib-306805> - voir le lien sur notre site <http://www.snepfsu.net/outils/index.php> .

Elle se chiffre à 160,5 milliards (Mds) en 2019 et elle se répartit en structure à travers la dépense de l'État (57,3 %), des collectivités (23,3 %), des entreprises (8,9 %), des ménages (7,8 %) et autres (2,7%)

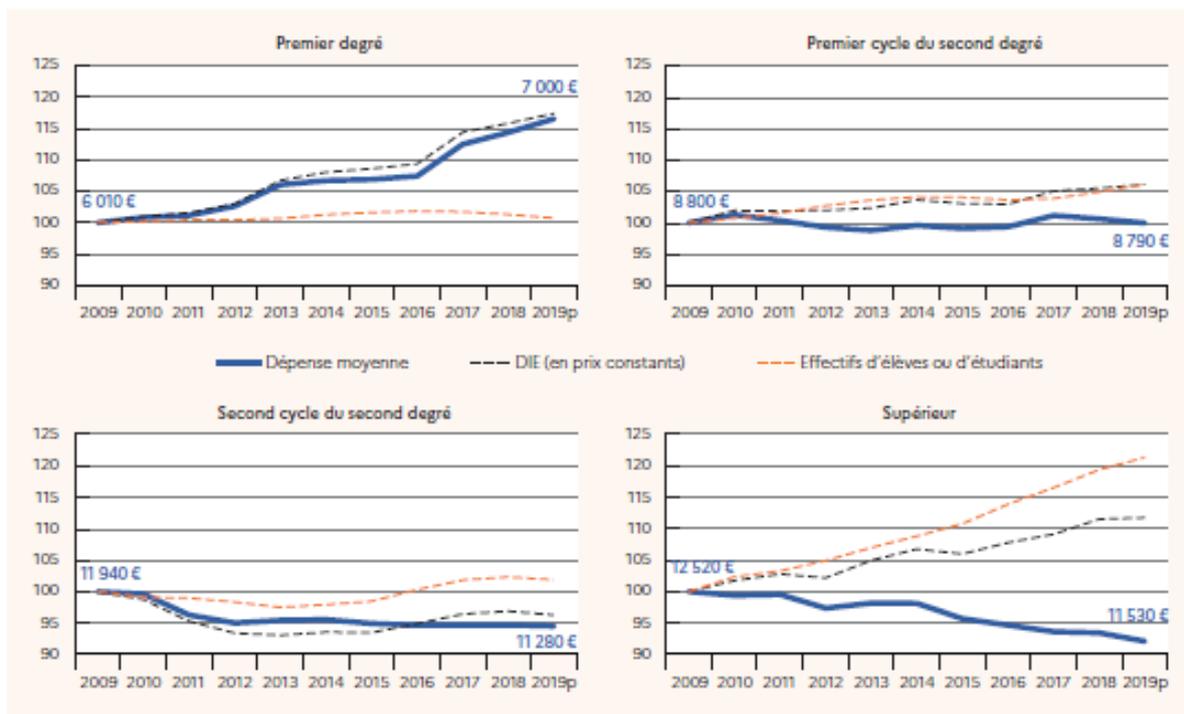
**Or en 1996 la France consacrait 7,7 % de son PIB à la DIE. En 2019 elle ne consacre plus que 6,6 %** (6,7% en 2018), soit 1.1 point de pourcentage en moins, (PIB certifié de 2425 Mds en 2019 (source Insee)).

Si la France avait consacré en 2019 le même pourcentage de richesse du PIB qu'en 1996, soit 7.7%, elle aurait dû engager au moins **26 Mds de plus, soit une DIE de 186 Mds !**

**Imaginons l'effet levier considérable que cet ajout d'investissement aurait provoqué.** La part Etat dans la DIE a le plus diminué en % depuis 2006 (61,9 % ), pour 57,3 % en 2019, expliquée pour une partie par le transfert des TOS en 2003.

**Le tableau** ci-dessous issu de la note Depp est éclairant sur le décrochage, hormis le 1<sup>er</sup> degré, entre l'augmentation des effectifs et l'évolution de la DIE surtout pour le sd degré dans ses deux cycles et encore plus pour le supérieur.

► 3 Évolution comparée de la DIE, des effectifs et de la dépense par élève ou étudiant, base 100 en 2009 (en prix constants)



**Extraits sd degré :** « En collège ... La dépense moyenne est de 8 790 euros en 2019, soit 100 euros de moins qu'en 2017 ... En 2019 ... la dépense moyenne par lycéen perd 20 euros et est de 11 280 euros. »

**Concernant les étudiante.es :** La dépense par étudiant suit une tendance à la baisse depuis 2009 :

2009	2015	2017	2018	2019
12520	11640	11670	11 470	11530

Soit - 990 euros constants (inflation comprise) depuis 2009. Si on compte et on actualise avec une inflation cumulée de 11,8 % sur cette période (calcul Insee), le pays devrait consacrer 14 000 euros par étudiant.

La dépense varie selon le type d'étudiant.e :

Etudiant à l'université (pour 1,6 millions) en 2019	En BTS en 2019	En CPGE (pour 85 000 étudiants environ) en 2018
10 110 (10 210 en 2018 !!!)	14270	15710

### Conclusion :

Pourquoi consacrer moins en % du PIB à l'éducation en 2019 qu'en 1996 alors qu'il y a plus d'élèves et d'étudiants ? Ces dépenses seraient inutiles ou non productives ? Mais pour qui ? Ceci relève bien de choix politiques très discutables !

Mais au-delà de ce ratio de DIE sur PIB qui n'est qu'un indicateur de plus en plus questionné, pertinent, voire dépassé; la DIE, c'est-à-dire cet investissement, doit être dimensionnée d'abord en partant des véritables besoins d'enseignement pour faire réussir nos élèves/étudiants. Les horaires disciplinaires, les effectifs, les maxi par classe/groupe, les m2,... doivent être des critères de base a minima entre autre pour **cet investissement qui, lui, créera de toute façon de la richesse de diverses natures.**

[pascal.anger@snefsu.net](mailto:pascal.anger@snefsu.net)

02/11/2020